



L'UIHJ devient membre observateur permanent de la CEPEJ

A l'occasion de la 10^e réunion plénière de la Commission européenne pour l'efficacité de la justice (CEPEJ) du Conseil de l'Europe qui s'est tenue les 5 et 6 décembre 2007 au siège du Conseil de l'Europe à Strasbourg, l'UIHJ a acquis le statut de membre observateur permanent de la CEPEJ.

La réussite exemplaire de la CEPEJ

Créée en 2002, la CEPEJ fête son 5^e anniversaire à l'occasion de sa 10^e réunion plénière. Comme à l'accoutumée, l'UIHJ était invitée en sa qualité de membre observateur. Elle était représentée par son premier secrétaire, Mathieu Chardon.

Après le discours de bienvenue de Fausto de Santis, président de la CEPEJ, Philippe Boillat, Directeur général des Droits de l'Homme et des Affaires juridiques du Conseil de l'Europe, a souhaité à chacun un bon anniversaire et retracé l'histoire récente de cette commission. Puis il a rappelé les trois grands chantiers de la CEPEJ : celui sur l'évaluation des services judiciaires, celui sur la qualité de la justice, et celui sur les études qui exploitent les informations du rapport d'évaluation 2006 : accès à la justice, e-justice, exécution des décisions de justice. Sur ce dernier point, M. Boillat a indiqué que le Comité des ministres encourageait la CEPEJ à « *étudier avec une attention particulière les recommandations proposées par les rédacteurs de l'étude* ».

A l'issue de la première séance de travaux, un cocktail était offert par Terry Davis, secrétaire général du Conseil de l'Europe. M. Davis a salué la « *réussite exemplaire* » de la CEPEJ. « *Elle est un bon exemple d'efficacité et de performance : ses objectifs spécifiques et réalistes sont proches des intérêts et des préoccupations du commun des mortels, et ses activités donnent des résultats tangibles et mesurables* » a-t-il indiqué.

L'expérience de l'UIHJ

Un rapport sur l'exécution des décisions de justice en Europe préparé par l'équipe de recherche sur l'exécution des décisions de justice (l'université de Nancy, en France, et l'Institut suisse de droit comparé), a été présenté par Julien Lhuillier, rapporteur du projet. Cette importante étude vise à analyser l'efficacité des mécanismes d'exécution des décisions de justice en Europe en s'appuyant sur les données empiriques recueillies par la CEPEJ dans le cadre de son évaluation des systèmes judiciaires européens. L'UIHJ a notamment été sollicitée dans le cadre des travaux. Dans son introduction, le rapport ne manque pas d'indiquer que l'équipe de travail a « *confronté ses conclusions avec l'expérience internationale de praticiens reconnus, MM. Mathieu Chardon, Jacques Isnard et Bernard Menut (Union internationale des huissiers de justice)* ». L'étude est conçue en deux parties, la première orientée sur les questions d'accessibilité de l'exécution, et la seconde sur l'examen de l'efficacité de l'exécution. La qualité des travaux, saluée par tous, ne manque pas de



Pendant la cérémonie officielle dans la grande salle d'audience de la Cour européenne des droits de l'homme – During the official ceremony in the Main Court Room of the European Court of Human Rights



Fausto de Santis, Philippe Boillat

démontrer que tout travail de nature scientifique ne saurait prospérer sans la coopération des professionnels du droit concernés.

L'UIHJ renouvelle à cette occasion son entier soutien aux actions menées par la CEPEJ dans le cadre de l'exécution des décisions de justice et se félicite des excellentes relations qu'elle entretient avec l'organisation de la « Grande Europe ». Il a d'ailleurs été question de la création d'un potentiel groupe de travail sur l'exécution des décisions de justice (CEPEJ-GT-EXE) pour lequel l'UIHJ a doré et déjà indiqué qu'elle l'appelait de ses vœux et mettrait ses compétences à la disposition d'un tel groupe de travail.

Le statut de membres observateur permanent de la CEPEJ pour l'UIHJ

Pendant la première journée, il a été décidé d'accorder le statut de membre observateur permanent à l'UIHJ ainsi qu'aux autres organisations ayant le statut de membre observateur de la CEPEJ, à savoir, le Conseil des barreaux de l'Union européenne, l'Association européenne des magistrats, l'Union européenne des greffiers de justice, la Fédération européenne des juges administratifs, le MEDEL, le Réseau européen de formation judiciaire, le Réseau européen des conseils de justice, et l'American Bar Association.

Mathieu Chardon a évoqué les différentes actions de l'UIHJ au cours des six derniers mois. Il a également présenté « *On Line* » le questionnaire UIHJ préparé par le Comité de l'UIHJ sur la profession d'huissier de justice dans le monde, ce qui a suscité les félicitations des délégations présentes et du bureau de la CEPEJ.

Donner des outils pragmatiques pour mieux faire fonctionner la justice

Puis, à l'issue des travaux, une cérémonie s'est déroulée dans la grande salle d'audience de la Cour européenne des droits de l'homme.

Dans son discours, Jean-Paul Costa, président de la Cour, a insisté sur l'article 6 de convention européenne des droits de l'homme relatif au procès équitable. « *Le respect du délai raisonnable des procès et l'exécution des jugements internes pourraient être beaucoup mieux garantis par les autorités nationales, pour peu qu'elles en aient la volonté et qu'elles s'en donnent les moyens* » a-t-il indiqué. A cet égard, le rôle de la CEPEJ est déterminant car elle permet d'offrir aux Etats « *des solutions effectives en amont des recours* ». Puis, Fausto de Santis a rappelé que la raison d'être de la CEPEJ « *réside dans sa capacité à répondre aux préoccupations concrètes des décideurs publics et des praticiens de la justice, en vue d'améliorer le service public de la justice* ». Et de poursuivre : « *Nos travaux s'adressent aux juges, aux procureurs, aux auxiliaires de justice, afin de leur donner des outils pragmatiques leur permettant de mieux faire fonctionner la justice* ». La session spéciale s'est poursuivie avec les interventions d'Eberhard Desch, ancien président de la CEPEJ, Ekaterine Tkeshelashvili, ministre de la justice de Géorgie, Vitalie Pirlog, ministre de la justice de Moldavie, Michael Walker, District Judge (Royaume Uni), Julia Laffranque, juge à la Cour suprême d'Estonie, vice-présidente du Conseil consultatif des juges européens, Emil Kuchar, représentant permanent de la République slovaque auprès du Conseil de l'Europe, président des délégués des ministres, Michel Hunault, membre de la Commission des questions juridiques et des droits de l'Homme, Assemblée Parlementaire du Conseil de l'Europe, et Luisella Pavan Woolfe, ambassadeur, représentante de la Commission européenne auprès du Conseil de l'Europe. Après les conclusions de Philippe Boillat, les discussions se sont poursuivies de façon informelle et chaleureuse pendant la réception offerte par Emil Kuchar.

Comme toujours, l'UIHJ n'a pas manqué de noter l'excellent travail de préparation et d'organisation réalisé par le secrétariat de la CEPEJ, notamment en la personne de Stéphane Leyenberger, secrétaire, Muriel Decot, co-secrétaire, Pim Albers, conseiller spécial, sans oublier l'assistance d'Elisabeth Heurtebise.

Lien vers le rapport abrégé de la 10^e réunion plénière de la CEPEJ :

[https://wcd.coe.int/ViewDoc.jsp?Ref=CEPEJ\(2007\)28&Language=lanFrenc h&Ver=original&Site=DG1-CEPEJ&BackColorInternet=eff2fa&BackColorIntranet=eff2fa&BackColorLogged=c1cbe6](https://wcd.coe.int/ViewDoc.jsp?Ref=CEPEJ(2007)28&Language=lanFrenc h&Ver=original&Site=DG1-CEPEJ&BackColorInternet=eff2fa&BackColorIntranet=eff2fa&BackColorLogged=c1cbe6)

Lien vers la CEPEJ :

http://www.coe.int/t/dg1/legalcooperation/cepej/default_fr.asp

Le Palais des droits de l'homme à Strasbourg — The Human Rights Building in Strasbourg



Pendant la réunion de la CEPEJ — During the CEPEJ meeting

The UIHJ Becomes a Permanent Observer Member of the CEPEJ

At The time of the 10th Plenary Meeting of the European Commission for the Efficiency of Justice (CEPEJ) of the Council of Europe Which Was Held on 5 And 6 December 2007 at the Council of Europe in Strasbourg, the UIHJ Has Acquired the Statute of Permanent Observer Member of the CEPEJ.

The CEPEJ: A Success Story

Created in 2002, the CEPEJ celebrated its 5th birthday at the time of its 10th plenary meeting. As usual, the UIHJ was invited in its capacity of an observer member. It was represented by its first secretary, Mathieu Chardon.

After the welcome speech by Fausto de Santis, President of the CEPEJ, Philippe Boillat, Director General of Human rights and Legal Affairs of the Council of Europe, wished every one a happy birthday and recalled the recent history of this commission. Then he pointed out the three large works of the CEPEJ: that on the evaluation of the legal services, that on the quality of justice, and that on the studies which exploit information of the 2006 evaluation report: access to justice, e-justice, enforcement of the court decisions. On this last point, Mr. Boillat indicated that the Committee of the ministers encouraged the CEPEJ "to study with a detailed attention the recommendations suggested by the writers of the study".

At the end of the first working session, a cocktail was offered by Terry Davis, Secretary General of the Council of Europe. Mr. Davis greeted the CEPEJ as a "Success story". "It is a good example of how to deliver value for money — specific and realistic objectives close to the interest and concerns of the ordinary people, effective work, tangible and measurable results" he said.

The Experience of the UIHJ

A report on the enforcement of the court decisions in Europe prepared by the Research Team on enforcement of court decisions (the University of Nancy, in France, and the Swiss Institute of comparative law) was presented by Julien Lhuillier, reporter of the project. This important study aims at analysing the efficiency of the enforcement mechanisms in Europe and is based on the empirical data that CEPEJ gathered in 2004 in the framework of its Evaluation of European Judicial Systems. The UIHJ was in particular requested within the framework of the works. In its introduction, the report does not fail to indicate that the team "compared its conclusions with the international experience of recognised practitioners, Messrs. Mathieu Chardon, Jacques Isnard and Bernard Menut (International Union of Judicial Officers)". The study is in two parts,



De G. à D. : Vitalie Pirlog, ministre de la justice de Moldavie, Ekaterine Tkeshelashvili, ministre de la justice de Géorgie, Jean-Paul Costa, président de la Cour européenne des droits de l'homme, Fausto de Santis, président de la CEPEJ, Philippe Boillat, Directeur général des Droits de l'Homme et des Affaires juridiques du Conseil de l'Europe, Eberhard Desch, ancien président de la CEPEJ, Julia Laffranque, juge à la Cour suprême d'Estonie, vice-présidente du Conseil consultatif des juges européens, Michael Walker, District Judge (Royaume Uni) — From L. to R.: Vitalie Pirlog, Minister of Justice of Moldova, Ekaterine Tkeshelashvili, Minister of Justice of Georgia, Jean-Paul Costa, President of the European Court of Human Rights, Fausto de Santis, President of the CEPEJ, Philippe Boillat, Director General of Human rights and Legal Affairs of the Council of Europe, Eberhard Desch, former President of the CEPEJ, Julia Laffranque, Judge at the Supreme Court of Estonia, Vice-President of the Consultative Council of European Judges, Michael Walker, District Judge (United Kingdom)

Une partie des membres de la CEPEJ — A part of the CEPEJ Members



Mathieu Chardon, 1^{er} secrétaire de l'UIHJ — 1st Secretary of the UIHJ



the first concerns questions of accessibility of enforcement, while the second examines the efficiency of enforcement. The quality of this work, greeted by all, does not fail to show that any work of scientific nature could not thrive without the co-operation of the concerned law professionals.

The UIHJ renews on this occasion its full support for the actions carried out by the CEPEJ within the framework of enforcement of court decisions and is pleased with the excellent relations which it maintains with the organisation of the "Large Europe". It was besides question of the potential creation of a working group about enforcement of court decisions (CEPEJ-GT-EXE) for which UIHJ already indicated that it wished for its creation and stands ready to help it and place its competences at the disposal of such a working group.

The Status of Permanent Observer Member of the CEPEJ for the UIHJ

During the first day, it was decided to grant the statute of permanent observer member to the UIHJ as well as to the other organisations having the statute of observer member of the CEPEJ, namely, the Council of the bars and law societies of the European Union, the European Association of the Judges, the European Union of Rechtspfleger and Court Clerks, the European Federation of administrative judges, the MEDEL, the European Judicial Training Network, the European Network of the councils for the judiciary, and the American Bar Association.

Mathieu Chardon evoked the various actions of the UIHJ during the last six months. He also presented "One Line" the UIHJ questionnaire prepared by the Committee of the UIHJ on the occupation of judicial officers in the world, which caused the congratulations of the present delegations as well as the bureau of the CEPEJ.

Giving Pragmatic Tools to Improve Service of Justice

Then, at the end of the meeting, a ceremony was given in the main court room of the European Court of Humans Rights.

In his speech, Jean-Paul Costa, President of the Court, insisted on article 6 of European Convention on Human Rights relating to the fair trial. "The respect of the reasonable time of the lawsuits and the enforcement of the internal judge-

ments could be much better guaranteed by the national authorities, if they had the will of it and focused on this issue" he said.

In this respect, the role of the CEPEJ is determining because it makes it possible to offer to the States "effective solutions upstream of the trial". Then, Fausto de Santis recalled that the purpose of the CEPEJ "lies in its capacity to answer the concrete concerns of the public decision makers and the experts of justice, in order to improve the public service of justice". And to continue: "Our work is addressed to the judges, to the prosecutors, to the auxiliaries of justice, in order to give them pragmatic tools enabling them to improve the service of justice". The special session continued with the speeches of Eberhard Desch, former President of the CEPEJ, Ekaterine Tkeshelashvili, Minister of Justice of Georgia, Vitalie Pirlog, Minister of Justice of Moldova, Michael Walker, District Judge (United Kingdom), Julia Laffranque, Judge at the Supreme Court of Estonia, Vice-President of the Consultative Council of European Judges, Emil Kuchar, Permanent Representative of Slovakia to the Council of Europe, Chairman of the Ministers' Deputies, Michel Hunault, Member of the Committee of Legal Affairs and Human Rights, Parliamentary Assembly of the Council of Europe, and Luisella Pavan Woolfe, Ambassador, representing the European Commission to the Council of Europe. After the conclusions of Philippe Boillat, the discussions continued in a cordial way during the reception hosted by Emil Kuchar.

As always, the UIHJ did not fail to note the excellent organisation and preparatory work done by the secretariat of the CEPEJ, in particular that of Stéphane Leyenberger, Secretary, Muriel Decot, Co-secretary, Pim Albers, Special Advisor, without forgetting the assistance of Elisabeth Heurtebise.

Link towards the abridged report of the 10th plenary session of the CEPEJ:
[https://wcd.coe.int/ViewDoc.jsp?Ref=CEPEJ\(2007\)28&Language=lanEnglish&Ver=original&Site=DG1-CEPEJ&BackColorInternet=eff2fa&BackColorIntranet=eff2fa&BackColorLogged=c1cbe6](https://wcd.coe.int/ViewDoc.jsp?Ref=CEPEJ(2007)28&Language=lanEnglish&Ver=original&Site=DG1-CEPEJ&BackColorInternet=eff2fa&BackColorIntranet=eff2fa&BackColorLogged=c1cbe6)

Link towards the CEPEJ:
http://www.coe.int/t/dg1/legalcooperation/cepej/default_EN.asp